

librent au sein de chaque camp. "Mais il y a un principe de réalité politique, précise Olivier Rouquan: il faut bien établir un budget en septembre et le voter avant décembre, même s'il est possible de l'adopter par ordonnance... Ce qui n'est jamais arrivé." Comme le rappelle le site d'information Politico, la dernière longue période d'affaires courantes date de la IV^e République: 64 jours consécutifs.

Les choses pourraient néanmoins se précipiter si une motion de censure était déposée et votée dès la première session de la nouvelle Assemblée nationale, prévue le 18 juillet. Elle entraînerait la chute immédiate du gouvernement Atal.

Une cohabitation avec la gauche ?

Les conséquences politiques de ce scrutin sont difficiles à évaluer à ce stade. Un peu comme s'il était trop tôt pour évaluer les dégâts et les possibles reconstructions après un séisme. Pour l'heure, la gauche passe clairement à l'offensive, gargarisée par sa victoire inattendue et bien décidée à mettre la pression sur l'Élysée en revendiquant la nomination d'un Premier ministre issu de ses rangs. Le Nouveau Front populaire va présenter "dans la semaine" le nom d'une personnalité. Plusieurs témoins, du socialiste Olivier Faure au communiste Fabien Roussel en passant par l'ancien président (socialiste) François Hollande et le vert Yannick Jadot, ont déjà à plusieurs reprises exclu Jean-Luc Mélenchon, leader de la France insoumise (LFI), comme éventuel chef du gouvernement. Trop clivant. La gauche fait mine de croire à l'idée qu'elle va gouverner et évoque déjà des "décrets d'urgence sociale" et même le 49.3 pour abroger la réforme des retraites (un outil qu'elle a pourtant elle-même fort décrié). "C'est un coup de bluff, assure Olivier Rouquan. Sans majorité franche, elle ne pourra jamais appliquer son programme."

Avec 182 élus, le Nouveau Front populaire n'aura pas même un tiers des députés sous sa gouverne dans l'hémicycle et sera à la merci permanente de motions de censure déposées par les oppositions. C'est à se demander si la gauche, sous couvert de triomphe, ne va pas être coincée dans l'enfer de Matignon. Et si le Rassemblement national (RN), en (relative) déconfiture, ne va pas *in fine* retrouver des couleurs dans sa position préférée, celle de l'opposant antisystème.

Sur le plan institutionnel, le Nouveau Front populaire ayant obtenu une majorité de sièges de députés, même relative, nous entrons "dans une phase totalement inconnue" où chaque institution politique serait contrôlée par une force différente: Renaissance pour la présidence de la République, Les Républicains pour le Sénat et le Nouveau Front populaire pour l'Assemblée nationale, comme l'expliquent Julien Arnoult, docteur en science politique et expert auprès de la Commission européenne, et Antoine Faye, docteur en droit public, dans une note publiée par l'agence intellectuelle Telos. Dès lors, "deux perspectives existent: l'anesthésie ou le conflit".

Vers une grande coalition ?

Mais finalement, rien ne dit qu'un gouvernement de gauche va se former. "Je procéderai en fonction de la Constitution et de la force politique en tête", a déclaré Emmanuel Macron. Il pourrait tenter de former une grande coalition des modérés, allant de la gauche réformiste à la droite pro-européenne, à même de réinstaurer une majorité présidentielle, potentiellement absolue, à la barbe des Insoumis. Mais ce "gouvernement d'union nationale" sera une gageure, tant le chef de l'État est à présent détesté par ses propres troupes et méprisé par ses adversaires. Et tant il rechigne lui-même aux compromis.

La stabilité politique, économique et sociale de la France est en jeu.

3 QUESTIONS À



LINKEDIN

Frédéric Micheau

Directeur général adjoint de l'institut de sondages OpinionWay

1 Comment expliquer la différence, constatée chez tous les sondeurs, entre les projections en nombre de sièges et les résultats des élections législatives ?

*Si les projections relayées dimanche soir étaient parfaites, il est clair que celles en milieu de semaine, dans l'entre-deux-tours, n'étaient pas très précises – c'est le moins que l'on puisse dire –, et ce, pour de multiples raisons. Tout d'abord, nous avons attendu que les candidatures soient validées mardi et nous avons réalisé notre enquête le mercredi et le jeudi, afin de remettre des résultats à nos partenaires médias le jeudi soir. Or, beaucoup d'électeurs n'ont reçu la documentation électorale que le jeudi ou le vendredi. De nombreux candidats se sont aussi désistés au dernier moment. Autre élément à prendre en compte: nos enquêtes sont nationales. Il est impossible de réaliser une enquête dans chaque circonscription dans le temps imparti. Et puis, de nombreux électeurs se sont décidés *in extremis*: 10% dimanche, 27% il y a quelques jours. On peut également émettre l'hypothèse que le rapport de force s'est inversé en fin de campagne.*

2 Le barrage républicain ne doit pas y être étranger ?

Nous pensions en effet que cette stratégie était agonisante depuis l'élection présidentielle de 2002, mais elle est en réalité encore très vigoureuse. 46 % des Français nous disent que leur priorité, ce dimanche, était d'éviter une victoire du RN. De nombreux électeurs, y compris de droite, ont décidé à la dernière minute de voter et je crois que les polémiques liées aux candidats du RN ont pesé dans la décision de faire barrage à l'extrême droite.

3 Pensez-vous que ces projections à la mi-semaine ont aussi pu changer la donne ?

C'est possible qu'elles aient aidé à la mobilisation contre le RN, oui, de la même façon que des électeurs du RN ont également pu se mobiliser parce qu'ils anticipaient une victoire de leur parti. Après, les sondages, c'est une information. Et la façon dont les électeurs la jugent crédible ou pas, l'intègrent ou pas dans leur décision, ça dépend de chaque individu. Mais je pense qu'il ne faut pas s'interdire l'exercice projectif, qu'il est préférable d'avoir une information, que l'on sait imparfaite, fragile, et que nous présentons comme telle, au lieu d'aucune information du tout. Sinon, cela laisse le champ libre aux fantasmes, aux rumeurs... D'ailleurs, pour ces élections législatives, je n'ai jamais vu autant de tentatives d'intoxication sur la base de faux sondages pour influencer les électeurs et les médias. Nous en avons même été victimes.

LA JOURNÉE EUROPÉENNE

Le Rassemblement national s'allie à Viktor Orbán au Parlement européen...

Ci-gît le groupe parlementaire Identité et démocratie (ID). Les partis d'extrême droite qui le composaient lors de la législature européenne 2019-2024 se retrouvent désormais au sein des "Patriotes pour l'Europe". L'initiative de créer ce groupe a été prise le 30 juin par le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, l'ancien chef du gouvernement tchèque Andrej Babis et Herbert Kickl, leader du parti d'extrême droite autrichien FPÖ. Sont successivement venues s'y greffer d'autres formations d'extrême droite, comme le PVV néerlandais, les Portugais de Chega, le Parti du peuple danois, le Vlaams Belang, de même que les Espagnols de Vox, qui ont délaissé le groupe des conservateurs et réformistes européens (ECR).

Ce lundi a été annoncée l'arrivée des deux gros poissons de feu ID : les Italiens de la Ligue et, surtout, les Français du Rassemblement national (RN, qui, avec 30 députés, est de loin la plus grande délégation des Patriotes). L'eurodéputé et président du RN Jordan Bardella sera le chef du groupe. Il aura tout le loisir de le faire, puisque le résultat des législatives françaises anticipées a éteint son rêve de devenir Premier ministre.

... et fait des "Patriotes" le troisième groupe de l'hémicycle

Fidèle à son surnom, Jordan Bardella n'était pas présent à Bruxelles lundi pour exposer les orientations politiques des Patriotes. Pour faire court, ceux-ci sont pour le souverainisme (national) et "la coopération européenne", mais affichent leur défiance envers les institutions de l'Union qui "agissent au-delà de leur compétence" pour "punir les États qui mènent leur propre politique" (c'est le Hongrois Kinga Gal qui le dit). Ils veulent lutter "contre l'immigration illégale", pour "la paix" (c'est-à-dire qu'ils sont plus proches de Moscou que de Kiev) et pour "la famille traditionnelle"... Fort de 84 députés, issus de 12 États membres, les Patriotes pour l'Europe, le plus grand groupe d'extrême droite que le Parlement européen ait connu, devient le troisième le plus important en nombre d'élus. Il reste loin derrière le Parti populaire européen (droite et centre droit, 188 députés) et les socialistes et démocrates (136) mais devance l'ECR (78 élus) dominé par les Fratelli d'Italia de la Première ministre post-fasciste Giorgia Meloni et les Polonais du PiS, ainsi que les libéraux de Renew (76). Le groupe ambitionne de peser, depuis le Parlement, sur la définition des politiques européennes. Qui veut avoir de l'influence dans l'hémicycle doit savoir faire des compromis et nouer des alliances. Qui en croit les Patriotes capables ?